

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29606]

3 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la création d'une Commission de déontologie et d'éthique

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 30 janvier 2014 entre la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la création d'une Commission de déontologie et d'éthique.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,

A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale

Mme M.-M. SCHYNS

—————
Note

Session 2013-2014.

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 629-1. — Rapport, n° 629-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 2 avril 2014.

Accord de coopération entre la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne portant création d'une Commission de déontologie et d'éthique**CHAPITRE I^{er}. — Définitions**

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, on entend par « mandataire public » :

1° tout membre du Parlement wallon, du Parlement de la Communauté française ou de l'Assemblée de la Commission communautaire française;

2° toute personne agissant en qualité d'administrateur public, de gestionnaire public ou de commissaire du gouvernement dans le cadre des textes législatifs suivants :

- décret de la Communauté française du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française;

- décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public;

- décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif aux Commissaires du Gouvernement;

- décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

- décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif aux Commissaires du Gouvernement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

3° tout fonctionnaire général des Services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public soumis au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne et des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française;

4° tout Chef de Cabinet ou Chef de Cabinet adjoint des membres du Gouvernement wallon, du Gouvernement de la Communauté française ou du Collège de la Commission communautaire française;

5° toute personne agissant en qualité d'administrateur public, de gestionnaire public ou commissaire du gouvernement nommée, présentée ou désignée par la Région wallonne, la Communauté française ou la Commission communautaire commune ou sur proposition de ceux-ci;

6° tout fonctionnaire dirigeant et mandataire public de la Commission communautaire française.

§ 2. Pour l'application du présent accord de coopération, on entend par « mandataire local » :

1° tout conseiller communal, échevin, bourgmestre, député provincial, conseiller provincial et président ou conseiller de centre public d'action sociale de la Région wallonne;

2° tout membre des conseils d'administration et des comités de direction des intercommunales, des associations de droit public visées par le chapitre XII de la loi organique des centres publics d'action sociale, ou des sociétés de logement de la Région wallonne;

3° toute personne qui, à la suite de la décision de l'un des organes de la commune, la province, d'une intercommunal, d'une régie communale ou provinciale autonome ou une société de logement, exerce des responsabilités dans la gestion d'une personne juridique ou d'une association de fait.

CHAPITRE II. — Création

Art. 2. Il est institué une Commission de déontologie et d'éthique des mandataires publics, ci-après dénommée « la Commission ».

La Commission est un organe permanent relevant conjointement du Parlement wallon, du Parlement de la Communauté française et de l'Assemblée de la Commission communautaire française.

CHAPITRE III. — Missions et compétences

Art. 3. § 1^{er}. La Commission a pour mission de rendre des avis, à la demande d'un mandataire public, sur une situation particulière de déontologie, d'éthique ou de conflits d'intérêts le concernant. Ces avis sont traités de manière confidentielle.

La Commission peut également rendre des avis confidentiels, à la demande d'un membre du Gouvernement wallon, du Gouvernement de la Communauté française ou du Collège de la Commission communautaire française, sur une situation particulière de déontologie, d'éthique ou de conflits d'intérêts le concernant

§ 2. La Commission a pour mission de formuler des avis ou des recommandations à caractère général, à l'exclusion de cas particuliers visant nommément un ou plusieurs mandataires publics, en matière de déontologie et d'éthique et de conflits d'intérêts, d'initiative ou sur base d'une demande signée par au moins un tiers des membres du Parlement wallon, du Parlement de la Communauté française ou de l'Assemblée de la Commission communautaire française.

La Commission a pour mission de formuler des avis ou des recommandations à caractère général, à l'exclusion de cas particuliers visant nommément un ou plusieurs mandataires publics, en matière de déontologie et d'éthique et de conflits d'intérêts à la demande du Gouvernement wallon, du Gouvernement de la Communauté française ou du Collège de la Commission communautaire française.

§ 3. En outre, lorsque le mandataire public est également un mandataire local, la Commission exerce les compétences de l'organe de contrôle visées aux articles L5111-1 à 5611-1 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et assure le respect des articles L1122-7, L1123-17, L2212-7 et L2212-45 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'article 38 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.

Pour l'exercice de cette mission, la Commission établira les modalités d'une collaboration avec la cellule temporaire de contrôle des mandats locaux créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 portant création d'une cellule temporaire de contrôle des mandats locaux et avec l'Administration fonctionnelle en charge des Pouvoirs locaux, de façon à assurer une cohérence entre les avis relatifs aux mandataires locaux. Ces modalités de collaboration porteront également sur les aspects déontologiques.

Art. 4. § 1^{er}. La Commission rédige un projet de Code au plus tard trois mois après son installation. Il contient des règles de nature déontologique, d'éthique, de conflits d'intérêts ainsi que toute ligne directrice jugée utile par la Commission en matière de déontologie et d'éthique et de conflits d'intérêts.

Ce Code est approuvé par un décret wallon, un décret de la Communauté française et un décret de la Commission communautaire française et est applicable aux mandataires publics visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, à l'exclusion de ceux visés au 1°.

§ 2. Le Parlement wallon, le Parlement de la Communauté française et l'Assemblée de la Commission communautaire française peuvent, chacun pour ce qui le concerne, compléter ou amender le Code de déontologie applicable à leurs membres, soit d'initiative, soit sur proposition de la Commission, notamment en fonction des avis ou des recommandations rendus en application de l'article 3.

CHAPITRE IV. — Composition et incompatibilités

Art. 5. La Commission est composée de douze membres.

Les membres sont nommés pour une période de cinq ans, renouvelable une fois, prenant cours le jour de l'installation, par le Parlement wallon, le Parlement de la Communauté française et l'Assemblée de la Commission communautaire française agissant conjointement et, chacun pour ce qui le concerne, à la majorité des deux tiers des suffrages, deux tiers des membres devant être présents.

Neuf membres sont présentés sur une liste, adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages des membres présents, par le Parlement wallon, et trois membres sont présentés, sur une liste adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages des membres présents, par l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Art. 6. Il ne peut être procédé aux présentations de listes que quinze jours au moins après la publication de la vacance au *Moniteur belge*. Cette publication a lieu au plus tôt trois mois avant la vacance.

Chaque désignation fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. § 1^{er}. Pour pouvoir être nommé membre de la Commission, le candidat doit satisfaire à l'une des conditions suivantes :

1° avoir, en Belgique et pendant au moins cinq ans, occupé la fonction :

- a) soit de conseiller, de procureur général, de premier avocat général ou d'avocat général à la Cour de cassation;
- b) soit de conseiller d'État ou d'auditeur général, d'auditeur général adjoint ou de premier auditeur ou de premier référendaire au Conseil d'État;
- c) soit de juge ou de référendaire à la Cour constitutionnelle;
- d) soit de professeur ordinaire, de professeur extraordinaire, de professeur ou de professeur associé de droit dans une université belge;
- e) soit de président, de procureur général, ou de conseiller à la cour d'appel;
- f) soit de président d'un tribunal de première instance;

2° avoir été pendant cinq ans au moins, et ne plus être au moment de sa nomination à la Commission, membre du Parlement wallon, du Parlement de la Communauté française ou de l'Assemblée de la Commission communautaire française;

3° avoir été pendant cinq ans au moins, et ne plus être au moment de sa nomination à la Commission, un mandataire public tel que visé à l'article 1^{er}, 2° à 6°.

§ 2. La Commission compte parmi ses membres, quatre membres répondant aux conditions fixées au § 1^{er}, 1^o, quatre membres répondant aux conditions fixées au § 1^{er}, 2^o, et quatre membres répondant aux conditions fixées au § 1^{er}, 3^o. Il est veillé à respecter le principe de la représentation proportionnelle sur l'ensemble des membres visés à l'article 7, § 1^{er}, 2^o et 3^o.

§ 3. Un Candidat dont la présentation est fondée sur les conditions fixées au § 1^{er}, 1^o, ne peut être présenté en vertu des conditions fixées au § 1^{er}, 2^o et 3^o.

Un candidat dont la présentation est fondée sur les conditions fixées au § 1^{er}, 2^o, ne peut être présenté en vertu des conditions fixées au § 1^{er}, 1^o et 3^o.

Un candidat dont la présentation est fondée sur les conditions fixées au § 1^{er}, 3^o, ne peut être présenté en vertu des conditions fixées au § 1^{er}, 1^o et 2^o.

§ 4. Deux tiers au maximum des membres de la Commission sont du même sexe.

Art. 8. La qualité de membre de la Commission est incompatible avec l'exercice d'un mandat public tel que visé à l'article 1^{er} ainsi qu'avec la qualité de membre d'un Gouvernement, d'un Parlement ou avec la qualité de mandataire local.

Art. 9. En cas de démission, empêchement de plus de trois réunions successives ou décès d'un membre de la Commission, il est pourvu à son remplacement par le Parlement wallon, le Parlement de la Communauté française et l'Assemblée de la Commission communautaire française, pour la durée restante du mandat à pourvoir, dans le respect des conditions prévues aux articles 5 à 8.

Le membre remplaçant, désigné conformément à l'alinéa 1^{er}, peut encore être désigné pour une période de cinq ans, renouvelable une fois, conformément à l'article 5.

CHAPITRE V. — Organisation

Art. 10. § 1^{er}. Les membres de la Commission élisent en leur sein un président et un vice-président.

§ 2. Afin de faciliter le travail au sein de la Commission, il lui est laissé la faculté de s'organiser en chambre. Dans ce cas, chaque chambre comprend au moins un membre visé à l'article 7, § 1^{er}, 1^o, un membre visé à l'article 7, § 1^{er}, 2^o, et un membre visé à l'article 7, § 1^{er}, 3^o.

Art. 11. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 12. La Commission rédige un rapport de ses activités qu'elle présente annuellement devant le Parlement wallon, le Parlement de la Communauté française et devant l'Assemblée de la Commission communautaire française. Les avis formulés à la demande d'un mandataire public sur une question particulière le concernant sont présentés dans le rapport d'activités de manière anonyme, avec le consentement préalable de la personne concernée.

Art. 13. Les membres de la Commission bénéficient d'un jeton de présence, pour la participation aux réunions de la Commission, dont le montant est fixé à 250 € pour le président et 125 € pour les autres membres. Ces montants sont indexés.

Art. 14. Il est institué auprès de la Commission un secrétariat chargé des tâches des techniques et administratives que lui confie le président ou la Commission.

CHAPITRE VI. — Procédure

Art. 15. La Commission est saisie par une demande écrite d'avis ou de recommandation visée à l'article 3, adressée par pli recommandé au président de la Commission.

Art. 16. § 1^{er}. La Commission se réunit sur convocation du président, autant de fois et avec la fréquence que l'examen des avis et recommandations, qui lui sont soumis ou qu'elle entame d'initiative en vertu de l'article 3, l'exige.

Les réunions de la Commission ne sont pas publiques.

Sous peine de démission d'office, les membres de la Commission sont tenus à la confidentialité des travaux.

§ 2. La Commission se réunit au minimum une fois par an, notamment en vue de l'élaboration de recommandations et de l'approbation de son rapport annuel.

Art. 17. La Commission ne peut valablement délibérer que si au moins la moitié des membres sont présents. La Commission prend ses décisions à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de parité des voix.

Art. 18. Le mandataire public, ou le membre du Gouvernement wallon, du Gouvernement de la Communauté française ou du Collège de la Commission communautaire française, qui demande un avis sur une question particulière le concernant, conformément à l'article 3, § 1^{er}, peut demander à être entendu par la Commission.

La Commission peut entendre toute personne qu'elle juge utile et faire appel à des experts.

Art. 19. § 1^{er}. La Commission rend son avis dans les soixante jours de la saisine.

§ 2. Les avis sont communiqués par pli recommandé au mandataire public concerné ou au membre du Gouvernement wallon, du Gouvernement de la Communauté française ou du Collège de la Commission communautaire française concerné ou, le cas échéant, au Parlement wallon, au Parlement de la Communauté française ou à l'Assemblée de la Commission communautaire française.

§ 3. Les avis et recommandations sont publiés, dix jours après leur communication, sur le site internet de la Commission.

Les avis formulés à la demande d'un mandataire public sur une question particulière le concernant sont publiés de manière anonyme, avec le consentement préalable de la personne concernée.

Art. 20. Lorsque, dans l'exercice de leur fonction, la Commission ou l'un de ses membres acquièrent la connaissance d'un crime ou d'un délit, ils sont tenus d'en donner avis sur le champ au procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou délit aura été commis ou dans lequel l'inculpé pourrait être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs, conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 20. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 21. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier des actes d'assentiment des parties contractantes.

Art. 22. Les crédits nécessaires au fonctionnement de la Commission sont inclus au budget des Dotations du Parlement wallon, du Parlement de la Communauté française et de l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Bruxelles, le 30 janvier 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
R. DEMOTTE

Le Président du Collège de la Commission communautaire française,
Ch. DOULKERIDIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29606]

3 APRIL 2014. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de oprichting van een Commissie voor Beroepsregels en Ethiek

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2014 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de oprichting van een Commissie voor Beroepsregels en Ethiek.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 april 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

Zitting 2013-2014.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 629-1. — Verslag nr. 629-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 2 april 2014.

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest houdende oprichting van een Commissie voor Beroepsregels en Ethiek

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder "openbare mandataris" :

1° elk lid van het Parlement van het Waalse Gewest, van het Parlement van de Franse Gemeenschap of van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° elke persoon die optreedt als overheidsbestuurder, als overheidsbeheerder of als regeringscommissaris in het kader van één van de volgende wetgevende teksten :

- decreet van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

- decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder;

- decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen;

- decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

- decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

3° elke ambtenaar-generaal van de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut onderworpen aan het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, en van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

4° elke kabinetschef of adjunct-kabinetschef van de leden van de Regering van het Waalse Gewest, van de Regering van de Franse Gemeenschap of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

5° elke persoon die optreedt als overheidsbestuurder, als overheidsbeheerder of als regeringscommissaris die door het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie op voorstel ervan benoemd, voorgedragen of aangewezen werd;

6° elke leidend ambtenaar en openbare mandataris van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder "plaatselijke mandataris" :

1° elk gemeenteraadslid, schepen, burgemeester, provinciaal gedeputeerde, provincieraadslid en voorzitter of raadslid van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest;

2° elk lid van de raden van bestuur en van de directiecomités van de intercommunales, privaatrechtelijke verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van de huisvestingsmaatschappijen van het Waalse Gewest;

3° elke persoon, die ten gevolge van de beslissing van één van de organen van de gemeente, de provincie, een intercommunale, een autonoom gemeentelijk of provinciaal bedrijf of een huisvestingsmaatschappij verantwoordelijkheden uitoefent in het beheer van een rechtspersoon of een feitelijke vereniging.

HOOFDSTUK II. — Oprichting

Art. 2. Er wordt een Commissie voor Beroepsregels en Ethiek voor de openbare mandatarissen opgericht, hierna "de Commissie" genoemd.

De Commissie is een vast orgaan dat tegelijk onder het Parlement van het Waalse Gewest, onder het Parlement van de Franse Gemeenschap en onder de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie ressorteert.

HOOFDSTUK III. — Opdrachten en bevoegdheden

Art. 3. § 1. De Commissie heeft als opdracht om, op verzoek van een openbare mandataris, advies te geven over een specifieke kwestie aangaande deontologie, ethiek of belangenconflicten die hem betreft. Deze adviezen worden vertrouwelijk behandeld.

De Commissie kan ook, op verzoek van een lid van de Waalse Regering, van de Regering van de Franse Gemeenschap of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie vertrouwelijke adviezen uitbrengen, over een specifieke kwestie aangaande deontologie, ethiek of belangenconflicten die hem betreft.

§ 2. De Commissie heeft als opdracht om algemene adviezen of aanbevelingen te formuleren, behalve in specifieke gevallen die één of meer openbare mandatarissen met name betreffen, op het vlak van deontologie, ethiek en belangenconflicten, op eigen initiatief of op basis van een verzoek ondertekend door minstens een derde van de leden van het Waalse Parlement, van het Parlement van de Franse Gemeenschap of van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

De Commissie heeft als opdracht om algemene adviezen of aanbevelingen te formuleren, behalve in specifieke gevallen die met name één of meer openbare mandatarissen betreffen, op het vlak van deontologie, ethiek en belangenconflicten op verzoek van de Waalse Regering, van de Regering van de Franse Gemeenschap of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 3. Wanneer de openbare mandataris ook een plaatselijke mandataris is, oefent de Commissie daarnaast de bevoegdheden van het controleorgaan bedoeld in de artikelen L5111-1 tot L5611-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie uit en zorgt ze voor de naleving van de artikelen L1123-7, L2212-7 en L2212-45 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en van artikel 38 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Voor de uitoefening van die opdracht bepaalt de Commissie de modaliteiten van een samenwerking met de tijdelijke cel voor de controle van de lokale mandaten opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007 tot oprichting van een tijdelijke cel voor de controle van de lokale mandaten en met de functionele administratie bevoegd voor de Plaatselijke besturen om een coherentie te waarborgen tussen de adviezen betreffende de plaatselijke mandatarissen. Die samenwerkingsmodaliteiten zullen ook betrekking op de deontologische aspecten.

Art. 4. § 1. De Commissie maakt een ontwerp-code op, uiterlijk drie maanden na haar installatie. Deze bevat regels van deontologische aard, ethische regels of regels betreffende belangenconflicten, evenals elke richtlijn die de Commissie nuttig acht inzake deontologie, ethiek en belangenconflicten.

Die Code wordt goedgekeurd bij een Waals decreet, een decreet van de Franse Gemeenschap en een decreet van de Franse Gemeenschapscommissie en is toepasselijk op de in artikel 1, § 1, bedoelde openbare mandatarissen, met uitzondering van die bedoeld in 1°.

§ 2. Het Waalse Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen, ieder wat hem betreft, de Deontologische Code die van toepassing is op hun leden, aanvullen of bij amendement wijzigen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op voorstel van de Commissie, in het bijzonder in functie van de met toepassing van artikel 3 gegeven adviezen of aanbevelingen.

HOOFDSTUK IV. — Samenstelling en onverenigbaarheden

Art. 5. De Commissie bestaat uit twaalf leden.

De leden worden voor een periode van vijf jaar benoemd, die één keer vernieuwd kan worden en ingaat op de dag van de aanstelling door het Waalse Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie die gezamenlijk handelen en, ieder wat hem/haar betreft, met een meerderheid van twee derde van de stemmen, waarbij twee derde van de leden aanwezig moet zijn.

Negen leden worden op een lijst aangenomen met een meerderheid van twee derde van de stemmen van de aanwezige leden, voorgedragen door het Parlement van het Waalse Gewest en drie leden worden op een lijst aangenomen met een meerderheid van twee derden van de stemmen van de aanwezige leden voorgedragen door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 6. Er kan ten vroegste vijftien dagen na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* overgegaan worden tot de voordrachten van lijsten. Deze bekendmaking vindt ten vroegste drie maanden voor de vacature plaats.

Elke benoeming wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. § 1. Om lid van de Commissie te kunnen worden benoemd, moet de kandidaat aan één van de volgende voorwaarden voldoen :

1° in België gedurende ten minste vijf jaar de functie hebben uitgeoefend :

- a) hetzij van raadsheer, procureur-generaal, eerste advocaat-generaal of advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie;
- b) hetzij van staatsraad of auditeur-generaal, adjunct-auditeur-generaal of eerste auditeur of eerste referendaris bij de Raad van State;
- c) hetzij van rechter of referendaris bij het Grondwettelijk Hof;
- d) hetzij van gewoon hoogleraar, buitengewoon hoogleraar, hoogleraar of geassocieerd hoogleraar in de rechten in een Belgische universiteit;
- e) hetzij van voorzitter, procureur-generaal of raadsheer bij het hof van beroep;
- f) hetzij van voorzitter van een rechtbank van eerste aanleg;

2° ten minste gedurende vijf jaar lid van het Waalse Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap of van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie zijn geweest en er op het moment van benoeming in de Commissie geen lid meer van zijn;

3° ten minste gedurende vijf jaar, maar niet langer op het moment van benoeming in de Commissie, openbare mandataris zijn geweest zoals bedoeld in artikel 1, 2° tot 6°.

§ 2. De Commissie telt onder haar leden vier leden die voldoen aan de voorwaarden die in § 1, 1° zijn vastgelegd, vier leden die voldoen aan de voorwaarden bepaald in § 1, 2°, en vier leden die voldoen aan de voorwaarden bepaald in § 1, 3°. Er wordt toegezien op de inachtneming van het principe van de evenredige vertegenwoordiging voor het geheel van de leden bedoeld in artikel 7, § 1, 2° en 3°.

§ 3. Een kandidaat waarvan de voordracht is gebaseerd op de voorwaarden bepaald in § 1, 1°, kan niet worden voorgedragen op grond van de voorwaarden bepaald in § 1, 2° en 3°.

Een kandidaat waarvan de voordracht is gebaseerd op de voorwaarden bepaald in § 1, 2°, kan niet worden voorgedragen op grond van de voorwaarden bepaald in § 1, 1° en 3°.

Een kandidaat waarvan de voordracht is gebaseerd op de voorwaarden bepaald in § 1, 3°, kan niet worden voorgedragen op grond van de voorwaarden bepaald in § 1, 1° en 2°.

§ 4. Maximum twee derde van de leden van de Commissie is van hetzelfde geslacht.

Art. 8. De hoedanigheid van commissielid is onverenigbaar met het uitoefenen van een openbaar mandaat als bedoeld in artikel 1 alsook met de hoedanigheid van lid van een Regering, van een Parlement of met de hoedanigheid van plaatselijke mandataris.

Art. 9. In geval van ontslag, verhindering gedurende meer dan drie opeenvolgende vergaderingen of overlijden van een Commissielid, wordt er door het Waalse Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie in een vervanger voorzien voor de resterende duur van het mandaat, met inachtneming van de voorwaarden van de artikelen 5 tot 8.

Het vervangend lid, aangewezen overeenkomstig het eerste lid, kan nog worden aangesteld voor een periode van vijf jaar, die één keer kan worden vernieuwd, overeenkomstig artikel 5.

HOOFDSTUK V. — Organisatie

Art. 10. § 1^{er}. De leden van de Commissie verkiezen uit hun midden een voorzitter en een ondervoorzitter.

§ 2. Om het werk binnen de Commissie te vergemakkelijken, kunnen kamers opgericht worden. In dit geval omvat elke kamer minstens één lid bedoeld in artikel 7, § 1, 1°, één lid bedoeld in artikel 7, § 1, 2° en één lid bedoeld in artikel 7, § 1, 3°.

Art. 11. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast.

Art. 12. De Commissie stelt een verslag van haar activiteiten op en stelt dit jaarlijks voor aan het Waalse Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie. De adviezen geformuleerd op vraag van een openbare mandataris over een specifieke kwestie die hem betreft, worden in het activiteitenverslag anoniem weergegeven, met voorafgaande instemming van de betrokken persoon.

Art. 13. De Commissieleden ontvangen presentiegeld voor hun deelname aan de vergaderingen van de Commissie, waarvan het bedrag op 250 € voor de voorzitter en op 125 € voor de andere leden wordt vastgelegd. Die bedragen worden geïndexeerd.

Art. 14. Bij de Commissie wordt een secretariaat ingesteld dat belast is met de technische en administratieve taken die de voorzitter of de Commissie eraan toevertrouwt.

HOOFDSTUK VI. — Procedure

Art. 15. Een schriftelijke aanvraag tot advies of aanbeveling als bedoeld in artikel 3 die per aangetekend schrijven aan de voorzitter van de Commissie is gericht, wordt bij de Commissie aanhangig gemaakt.

Art. 16. § 1. De Commissie wordt door de voorzitter bijeengeroepen, zo vaak als het nodig is en met de frequentie die nodig is om de adviezen en aanbevelingen die haar worden voorgelegd of die ze uit eigen beweging aanvat op grond van artikel 3 te onderzoeken.

De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

Op straffe van ontslag van rechtswege zijn de Commissieleden gebonden aan de vertrouwelijkheid van de werkzaamheden.

§ 2. De Commissie komt minstens één keer per jaar samen, onder andere om aanbevelingen op te stellen en haar jaarverslag goed te keuren.

Art. 17. De Commissie kan slechts op geldige wijze beraadslagen als ten minste de helft van de leden aanwezig is. De Commissie neemt haar besluiten bij meerderheid van stemmen, waarbij de stem van de voorzitter beslissend is bij staking van stemmen.

Art. 18. De openbaar mandataris, of een lid van de Waalse Regering, van de Regering van de Franse Gemeenschap of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, die overeenkomstig artikel 3, § 1, advies vraagt over een specifieke kwestie die hem betreft, kan vragen om door de Commissie te worden gehoord.

De Commissie kan elke persoon horen die ze nuttig acht en een beroep doet op deskundigen.

Art. 19. § 1. De Commissie geeft haar advies binnen zestig dagen na de aanhangigmaking.

§ 2. De adviezen worden per aangetekend schrijven aan de betrokken openbare mandataris, of het lid van de Waalse Regering, van de Regering van de Franse Gemeenschap of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, of in voorkomend geval, aan het Waalse Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap of de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie meegedeeld.

§ 3. De adviezen en aanbevelingen worden tien dagen na de mededeling ervan op de website van de Commissie bekendgemaakt.

De adviezen geformuleerd op vraag van een openbare mandataris over een specifieke kwestie die hem betreft, worden anoniem bekendgemaakt met voorafgaande instemming van de betrokken persoon.

Art. 20. Wanneer de Commissie of een van de leden ervan bij de uitoefening van hun ambt kennis krijgen van een misdaad of van een wanbedrijf, dienen ze daarvan dadelijk bericht te geven aan de procureur des Konings bij de rechtbank binnen het rechtsgebied van wie die misdaad of dat wanbedrijf is gepleegd of de verdachte zou kunnen worden gevonden en aan deze magistraat alle inlichtingen, proces-verbalen en akten te bezorgen die ermee verband houden, overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van strafvordering.

HOOFDSTUK VII. – Slotbepalingen

Art. 20. Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 21. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de laatste goedkeuringsakte van de overeenkomstsluitende partijen.

Art. 22. De kredieten die nodig zijn voor de werking van de Commissie zijn opgenomen in de begroting van de Dotaties van het Waals Parlement, van het Parlement van de Franse Gemeenschap en van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 30 januari 2014.

De Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Minister-president van de Waalse Regering,
R. DEMOTTE

De Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
Ch. DOULKERIDIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29577]

22 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française accordant, pour l'année 2014-2015, dérogation aux normes de rationalisation pour un établissement d'enseignement secondaire à Huy.

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment les articles 3, 4, 5bis, 5quinquies et 5sexies, tels que modifiés;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 2013 fixant les listes des indicateurs permettant au Gouvernement d'autoriser plusieurs établissements à se restructurer ou à octroyer des dérogations à l'implantation des degrés d'observations autonomes, aux délocalisations, aux normes de maintien d'établissement, ainsi qu'aux normes de maintien par année, degré et option;

Vu l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, donné en date du 20 février 2014;

Considérant que, pour l'École polytechnique de Huy – enseignement de la province de Liège, une fusion ou une restructuration est envisagée qui ne peut être mise en œuvre en septembre 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mai 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mai 2014;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Une dérogation aux normes de rationalisation, fixées par les articles 3 et 4 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire, est accordée, pour l'année scolaire 2014-2015, à l'établissement suivant : École polytechnique de Huy – Enseignement de la province de Liège.

Art. 2. La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
M.-M. SCHYNS